

Climate Change as a Security Risk

A new security policy challenge

Un nouveau challenge pour les politiques publiques

Un rapport officiel rendu public lundi 10 décembre 2007 évalue les risques de conflits engendrés par le changement climatique. Commandé par l'ONU, il a été rédigé par le German Advisory Council on Global Change (WBGU). Outre un tour d'horizon complet des scénarios les plus inquiétants sur lesquels les stratèges de la sécurité civile et militaire sont invités à réfléchir, sans esprit de catastrophisme, il justifie également tous les efforts actuellement entrepris pour repenser la sécurité, notamment en France et y intégrer les risques environnementaux.

Le message essentiel de l'analyse de risque proposée par ce rapport est qu'en l'absence de contre-mesures résolues, le changement climatique affectera les capacités adaptatives de trop nombreuses sociétés dans les décennies à venir. Cela pourrait entraîner déstabilisations et violences et compromettre la sécurité nationale et internationale à un nouveau degré. Toutefois, les changements climatiques pourraient également unir la communauté internationale, à condition qu'elle reconnaisse que les changements climatiques constituent une menace réelle et mette en place rapidement les moyens d'éviter toute perturbation anthropique dangereuse. Faute de quoi, les changements climatiques approfondiraient les lignes de division et les sources de nombreux conflits tant entre les pays qu'au sein des pays à propos de la distribution des ressources, en particulier de l'eau et des sols, de la gestion des migrations, ou encore des compensations financières entre les pays principalement responsables du changement climatique et les pays les plus touchés par ses effets destructeurs.

L'efficacité d'un régime de protection du climat international devrait veiller à ce que les émissions mondiales de gaz de serre soient réduites de moitié d'ici le milieu du XXI^e siècle (objectif proposé par la Communauté européenne). Est-ce possible dès lors que ce grand défi se pose en parallèle d'un vaste changement quant aux centres de gravité du pouvoir politique de l'ordre mondial, lequel semble devoir être caractérisé par la montée de nouvelles puissances comme la Chine et l'Inde tandis que les États-Unis et l'Europe subiraient une perte relative d'influence. Selon ce rapport, les leçons de l'histoire suggèrent que cette transition sera accompagnée de turbulences telles qu'il serait désormais plus difficile de réaliser les percées nécessaires dans la politique climatique multilatérale. Afin de fournir un contrepoids, l'Union européenne doit jouer un rôle moteur dans cette politique climatique globale et convaincre les États-Unis et les puissances asiatiques de la nécessité d'importants efforts pour éviter des impacts climatiques les plus paroxystiques. C'est le sens de l'adresse du ministre de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables

faite aux USA lors de la Conférence de Bali de décembre, laquelle était chargée de préparer l'agenda dangereux.

Ce rapport milite également pour un concept de sécurité stratégique globale tant les conflits civils internes risquent demain d'être intriqués aux guerres interétatiques traditionnelles. Au point que nous serions surtout menacées par des guerres de type civil. Ce rapport dresse d'ailleurs des cartes très détaillées des menaces potentielles. Il montre que premièrement, le changement climatique pourrait exacerber les crises environnementales existantes telles que la sécheresse, la rareté de l'eau et la dégradation des sols, intensifier l'utilisation des terres et territoires sources de conflits et déclencher de nouvelles migrations. Le réchauffement de la planète mettra en péril les bases de moyens d'existence de nombreuses personnes, en particulier dans les régions en développement, en accroissant la vulnérabilité à la pauvreté et l'exclusion sociale. En particulier dans les États fragiles faibles et dotés de gouvernances peu performantes, le changement climatique est également susceptible de dépasser les capacités locales à s'adapter à l'évolution des conditions environnementales nouvelles et de renforcer ainsi la tendance à l'instabilité générale qui existe déjà dans de nombreuses sociétés et régions. Ce rapport démontre la relation entre le niveau du réchauffement et l'augmentation à due proportion des risques de sécurité à prévoir. Deuxièmement, de nouvelles configurations de conflits sont susceptibles de se produire. L'élévation du niveau des mers et les tempêtes ou les inondations pourraient menacer l'avenir des villes et des régions industrielles le long des côtes de la Chine, de l'Inde et des États-Unis. La fonte des glaciers mettrait en danger l'approvisionnement en eau dans les Andes et l'Himalaya. Troisièmement, les changements climatiques pourraient causer des changements de grande ampleur dans l'écosystème global Terre comme le dépérissement de la forêt amazonienne ou la perte de la mousson en Asie, ce qui pourrait avoir des conséquences incalculables pour les sociétés concernées.

Si, globalement, ce rapport considère que les guerres interétatiques traditionnelles sont malgré tout peu susceptibles de se produire, il importe d'en évaluer la menace. En revanche, le changement climatique pourrait bien intensifier les conflits distributifs et d'usage comme tous les problèmes déjà difficiles à gérer telles que la défaillance de l'État, l'érosion de l'ordre social, et la montée des violences urbaines. Dans les régions les plus touchées, cela pourrait entraîner la prolifération de processus de déstabilisation vers des conflits aux structures diffuses auxquels nos États comme la gouvernance mondiale doivent se préparer. Du local au global, la sécurité stratégique apparaît de plus en plus comme une nécessité commune.

Patrice HERNU, conseiller du directeur
Rapport téléchargeable à www.cahiersdelasecurite.fr/cs3/wgbu